



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR

Investissements
Directs
Etrangers
Et de Portefeuille
A Madagascar

années 2007-2008

Enquête

Août 2008

INSTAT

INSTITUT
NATIONAL
DE LA STATISTIQUE

Cette étude sur l'investissement étranger à Madagascar a été faite par l'équipe d'analystes de l'INSTAT.

Cette équipe a été dirigée par :

M. RAKOTOMANANA Eric Jean Michel, Directeur des Statistiques Economiques

Les analystes :

M. RAJAOBELINA Jimmy, Ingénieur Statisticien

M. RANDRIANATOANDRO Tahiana, Ingénieur Statisticien

Avec la collaboration étroite de l'équipe de la Direction chargée des Relations

Internationales de la Banque Centrale :

M. ANDRIAMIHARISOA André, Directeur

M. RAZAFINDRAKOTO Herilanto, Chef de Service des Relations Extérieures

M. BELALAHY Aubin Aurore, Chef de Service de la Balance des Paiements

M. ANDRIAMBELOSOA Saminirina, Ingénieur Statisticien Economiste

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
Liste des tableaux	4
Introduction	5
Chapitre I : Caractéristiques générales des entreprises.....	6
1.1. Les créations des entreprises d'investissements directs étrangers.....	6
1.2. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers	8
Chapitre II : Les Investissements Directs Etrangers.....	12
2.1. Les flux d'IDE en 2007.....	12
2.1.1. Composition des flux d'IDE	13
2.1.2. Les branches d'intervention des investisseurs directs	14
2.1.3. Les origines des flux de capitaux d'IDE.....	15
2.2. Les dividendes payés en 2007.....	16
2.3. Prévision des flux d'IDE en 2008.....	17
Chapitre III : La production Industrielle des entreprises à capitaux étrangers.....	18
3.1. Répartition des entreprises.....	18
3.2. Volume de la production industrielle	19
3.2.1. Volume de la production industrielle par division	19
3.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse.....	21
3.3. L'Indice de production industrielle (IPI)	23
3.3.1. L'Indice de production industrielle par division	23
3.3.2. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse.....	24
CONCLUSION	25
Annexes.....	26
Annexe 1 : Méthodologie d'enquête	26
I. Objectifs de l'enquête.....	26
II. Concepts et définitions.....	26
III. Couverture de l'enquête.....	32
IV. Champ de l'enquête	32
V. Unité Statistique	34
VI. Couverture Géographique	34
Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI).....	35

Liste des tableaux

Tableau 1 : Création des entreprises d'investissements directs étrangers de 2004 à 2007.....	6
Tableau 2 : Caractéristiques des entreprises d'IDE créées en 2007.....	7
Tableau 3 : Chiffre d'affaires, Valeur ajoutée et Emploi générés durant l'année 2007.....	8
Tableau 4 : Performance des entreprises à capitaux étrangers.....	9
Tableau 5 : Répartition de la valeur ajoutée (VA) et de l'emploi par branche en 2007.....	10
Tableau 6 : Performance des entreprises à capitaux étrangers par branche.....	11
Tableau 7 : Les flux des capitaux étrangers reçus par les entreprises en 2007.....	12
Tableau 8 : L'évolution des flux d'IDE de 2002 à 2007.....	12
Tableau 9 : Les flux d'IDE de 2007 par régime fiscal et par forme juridique.....	13
Tableau 10 : Les flux d'IDE par type de capitaux de 2002 à 2007.....	13
Tableau 11 : Les flux d'IDE de 2007 selon le type d'entreprise direct étranger.....	14
Tableau 12 : Les flux d'IDE par branches d'activités.....	14
Tableau 13 : Les flux d'IDE par pays investisseurs.....	15
Tableau 14 : Dividendes distribués aux actionnaires non résidents par branche en 2007.....	16
Tableau 15 : Dividendes distribués selon la résidence des actionnaires en 2007.....	16
Tableau 16 : Prévision des flux d'IDE par branche en 2008.....	17
Tableau 17 : Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE au 1 ^{er} semestre 2007.....	18
Tableau 18 : Volume de la production industrielle des entreprises IDE.....	19
Tableau 19 : Répartition du volume de la production industrielle par division et par type d'entreprise IDE du 1 ^{er} semestre 2007 (En pourcentage).....	20
Tableau 20 : Répartition du volume de la production industrielle par type d'entreprise, selon la nomenclature de synthèse au 1 ^{er} semestre 2007.....	21
Tableau 21 : Evolution de l'indice de production industrielle (IPI) par division.....	23
Tableau 22 : Evolution de l'Indice de production industrielle (IPI) par nomenclature de synthèse.....	24

Introduction

La promotion des Investissements Directs Etrangers (IDE) est une des stratégies du Plan d'Action pour Madagascar (MAP) pour l'atteinte d'une croissance économique soutenue. L'hypothèse du MAP avance un flux d'IDE de 500 millions USD par an pour atteindre un taux de croissance à deux chiffres.

Cette étude est un outil de suivi des avancées de cette politique en matière d'investissements étrangers reçus par les sociétés et quasi-sociétés exerçant à Madagascar où il est question de cerner tout d'abord les réalisations mais ensuite de donner un aperçu de l'évolution des activités de ces entreprises et de leur apport à l'économie malagasy.

Ce rapport d'étude renferme donc, d'une part, les chiffres définitifs de l'année 2007 et les premières estimations pour l'année 2008 en matière d'investissements étrangers, et d'autre part, l'analyse de la performance des entreprises à capitaux étrangers avec un focus sur les entreprises industrielles.

Nous tenons à aviser les lecteurs que les chiffres pour l'année 2007 sont basés sur les éléments de l'enquête menée par l'INSTAT et des éléments tirés des transactions bancaires reçues et traitées au niveau de la Banque Centrale, alors que pour l'année 2008, les chiffres sont estimés à partir de la combinaison des résultats de l'enquête et du fichier des établissements de l'INSTAT concernant les nouvelles créations d'entreprises de janvier à juin 2008.

En conséquence, ce rapport présente les résultats de l'enquête sous trois volets, à savoir : i) les caractéristiques des entreprises à capitaux étrangers, ii) les investissements directs étrangers : réalisations en 2007, les estimations pour l'année 2008 et enfin iii) les productions industrielles. Les questions sur la méthodologie d'enquête sont en annexe de ce document.

Chapitre I : Caractéristiques générales des entreprises

Le présent chapitre mettra l'accent sur les caractéristiques des entreprises d'investissements directs étrangers, notamment la démographie en termes de création d'entreprises, la contribution des IDE à la croissance économique et le mode de financement des IDE.

1.1. Les créations des entreprises d'investissements directs étrangers

L'année 2007 a été une année florissante en terme de réalisation de projets d'investissement. En effet, 50 nouvelles entreprises d'investissements directs étrangers (EIDE) ont été créées contre 28 en 2006, soit une hausse de 78,5% en termes d'effectif. La plupart est le fruit d'une collaboration entre des investisseurs résidents et non résidents.

Tableau 1 : Evolution de la création des entreprises d'investissements directs étrangers de 2004- 2007.

Type d'Entreprise IDE	2004		2005		2006		2007	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Entreprise Affiliée	17	34,7	10	27,8	10	35,7	21	42,0
Filiale	23	46,9	19	52,8	13	46,4	20	40,0
Succursale	9	18,4	7	19,4	5	17,9	9	18,0
Total	49	100	36	100	28	100	50	100

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007/2008

Les entreprises affiliées¹ créées en 2007 ont représenté 42% de l'ensemble des nouvelles créations. Ces entreprises ont surtout été répertoriées dans les branches « commerce », « activités mobilières et services aux entreprises » et « activités industrielles et minières », dont 81% ont été constituées sous forme de SARL. Selon l'origine des investissements, les Français ont été les premiers (en nombre) à investir dans ce type d'entreprise, suivis par les Mauriciens, ce qui représente respectivement 45% et 23% de l'ensemble des investisseurs étrangers.

¹ Un investisseur étranger (non résident) détient une participation entre 10% à 50% du capital de l'entreprise.

Tableau 2 : Caractéristiques des entreprises d'IDE créées en 2007

	Entreprise			TOTAL
	Affiliée	Filiale	Succursale	
	Effectif	Effectif	Effectif	
Régime fiscal				
Droit Commun	21	19	8	48
Zone Franche	0	1	1	2
Forme juridique				
SA	4	1	1	6
SARL	17	17	3	37
AUTRES	0	2	5	7
Actionnaire par pays de résidence				
FRANCE	16	5	4	25
CHINE	2	6	1	9
MAURICE	8	0	0	8
INDE	0	7	0	7
SRI LANKA	2	3	2	7
PAKISTAN	4	1	1	6
ITALIE	2	2	0	4
BELGIQUE	0	1	0	1
CANADA	1	0	0	1
ROYAUME-UNI	0	0	1	1
GAMBIE	0	1	0	1
COREE, REPUBLIQUE DE	0	1	0	1
ROUMANIE	0	1	0	1
TAIWAN, PROVINCE DE CHINE	0	1	0	1
AFRIQUE DU SUD	0	1	0	1
Branche d'activité				
Agriculture	0	2	0	2
Activités extractives	2	1	0	3
Activités de fabrication	2	1	1	4
Production et distribution d'eau, d'électricité et de gaz	0	1	0	1
Commerce	7	12	5	24
Hôtels et restaurants	1	0	0	1
Transports	0	1	0	1
Activités financières	1	0	0	1
Immobilier, location et services aux entreprises	7	2	2	11
Télécommunication	0	0	1	1
Autres	1	0	0	1

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007/2008

Les filiales² créées au cours de l'année 2007 ont représenté 40% de l'ensemble des nouvelles créations et la plupart (60%) se sont investies dans la branche « commerce ».

L'Inde, la Chine et la France ont investi le plus dans ces entreprises. Respectivement, ces pays ont représenté 23%, 20% et 17% de l'ensemble des investisseurs non résidents. Les filiales ont été constituées en majorité sous forme de SARL (85%) et on n'a rencontré qu'une seule filiale sous forme de SA.

Quant aux succursales³, elles n'ont représenté que 18% des créations dont 56% se sont orientées dans la branche « commerce ». La plupart de ces succursales sont de type EURL ou SARL. Les Français et les Sri Lankais sont majoritairement représentés parmi les actionnaires étrangers au sein de ces succursales.

1.2. Les indicateurs de performance des entreprises à capitaux étrangers

Il s'agit, dans cette section, d'évaluer l'apport des entreprises à capitaux étrangers dans l'économie malgache, particulièrement, en terme de valeur ajoutée, base du PIB, et en terme de création d'emploi.

Tableau 3 : Chiffre d'affaires, Valeur ajoutée et Emploi générés par les entreprises à investissement étranger durant l'année 2007.

Type d'entreprise	Chiffre d'affaires (Milliards MGA)	Valeur Ajoutée (Milliards MGA)	Emploi (Effectif)
Entreprise IPF	20,2	8,1	490
Entreprise IDE	3 290,9	1 079,8	65 121
Entreprise affiliée	627,2	237,0	13 036
Filiale	1 922,3	607,2	29 111
Succursale	741,5	235,6	22 974
ENSEMBLE	3 311,1	1 087,9	65 612

Source: Enquête IDE/IPF- INSTA/BCM- 2007/2008

Le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises à capitaux étrangers s'est élevé à 3 311 milliards d'ariary en 2007 contre 2 775 milliards d'Ariary en 2006, soit une hausse de 19,3%.

Par type d'entreprise, les filiales qui représentent 40% de l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers ont réalisé les 58,4% du chiffre d'affaires total de ces entreprises. Pour les entreprises affiliées et les succursales, elles ont respectivement enregistré 19% et 22,5% du chiffre d'affaires total, contributions qui ont fortement augmenté par rapport à l'année 2006.

² Un investisseur non résident détient une participation de plus de 50% mais moins de 100% du capital

³ Un investisseur détient les 100% du capital.

Au cours de la même année, les investissements étrangers ont généré la création de 65 612 emplois permanents contre 53 297 en 2006, soit une hausse de 23,1%. Cette hausse provient principalement de la performance de la branche « construction et BTP ». Une entreprise affiliée emploie en moyenne 80 personnes, une filiale 240 personnes et une succursale 200 personnes. Ainsi, les entreprises affiliées sont plutôt des petites et moyennes entreprises tandis qu'on retrouve beaucoup plus les grandes entreprises dans les filiales et les succursales.

La valeur ajoutée créée en 2007 a presque doublé par rapport à celle qui a été réalisée en 2006 pour l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers, soit 1 088 milliards d'ariary contre 565 milliards d'ariary. Les filiales ont réalisé les 56,2% de cette valeur ajoutée.

Tableau 4 : Performance des entreprises à capitaux étrangers vue à travers le taux de la VA et la productivité apparente du travail.

Type d'entreprise	Taux de valeur ajoutée (%)			Productivité apparente (Million d'ariary)		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
Entreprise d'IPF	52,2	49,9	40,1	6,1	24,8	16,5
Entreprise d'IDE	22,4	20,1	32,8	8,7	10,5	16,6
Entreprise Affiliée	46	59	37,8	8,9	15,2	18,2
Filiale	19,6	17,2	31,6	10	10,7	20,9
Succursale	25,2	25,7	31,8	2	3,9	10,3
Ensemble	22,6	20,3	32,9	8,6	10,6	16,6

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007/2008

En 2007, le taux de valeur ajoutée des entreprises à capitaux étrangers a été de 32,9%, tandis que la productivité apparente a été évaluée à 16,6 millions d'ariary. Par rapport aux années précédentes, on a enregistré une hausse du taux de valeur ajoutée de plus de 10 points et une augmentation de la productivité apparente de 6 millions d'Ariary. Une hausse du taux de valeur ajoutée indique que la production des entreprises a augmenté. Cette hausse a été beaucoup plus forte au niveau des entreprises filiales. En effet entre 2006 et 2007, le taux de valeur ajoutée de ces entreprises est passé de 17,2% à 31,6%. Une hausse de la productivité apparente montre que la main d'œuvre malagasy devient plus performante. Cette performance est attribuable aux employés des entreprises filiales qui ont dégagé une productivité apparente équivalente à 20,9 millions d'ariary en 2007 contre 10,7 millions d'ariary en 2006.

Tableau 5 : Répartition de la valeur ajoutée (VA) et de l'emploi par branche des entreprises à capitaux étrangers en 2007.

Branche d'activités	VA (%)	Emploi (%)
Pêche, pisciculture, aquaculture	1,9	2,3
Activités extractives	3,0	1,0
Activités de fabrication	12,4	47,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,8	0,6
Construction et BTP	15,3	20,5
Commerce	24,0	3,5
Hôtels et restaurants	1,6	0,6
Transport et auxiliaires de transport	2,1	3,2
Activités financières	24,2	3,9
Immobilier, location et services aux entreprises	1,1	1,3
Distribution de produits pétroliers	4,6	0,5
Télécommunication	7,9	6,4
Autres	1,1	8,6
TOTAL	100	100

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

La structure de l'emploi par branche d'activité, quant à elle, montre l'importance des activités de fabrication avec 47,6% de l'ensemble de la main d'œuvre exerçant dans les entreprises à capitaux étrangers. En associant ce chiffre avec le niveau de la productivité apparente, on peut avancer a priori la bonne qualité de cette main d'œuvre industrielle. Après la branche des activités de fabrication, la branche « construction et BTP »(20,5%), la télécommunication (6,4%), les activités financières (3,9%) et le transport (3,2%) tiennent la première place en matière de création d'emplois.

Pour ce qui est de la valeur ajoutée, les entreprises exerçant dans les activités financières, commerces, constructions et BTP ont réalisé les 2/3 de l'ensemble. Viennent ensuite les entreprises exerçant dans les activités de fabrication et de télécommunication qui ont respectivement contribué à hauteur de 12,4% et 7,9% de la valeur ajoutée totale en 2007.

Tableau 6 : Performance des entreprises à capitaux étrangers par branche.

Branche	Taux de VA (%)			Productivité apparente (Million d'ariary)		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007
Pêche, pisciculture, aquaculture	35,8	30,9	41,8	5,7	14,2	12,7
Activités extractives	22,3	nd	35,2	0,6	0	47,6
Activités de fabrication	16,8	18,6	36,8	2,4	2,8	4,0
Production d'électricité, d'eau et de gaz	30	25,1	66,3	11,8	80,5	21,3
Construction et BTP	18,7	28,7	44,3	1,5	4,8	11,5
Commerce (Y compris Produits pétroliers)	10,4	10,7	32,3	18,9	69,3	109,6
<i>DONT Produits pétroliers</i>	9,8	9,9	29,5	110,6	572,2	148,2
Hôtels et restaurants	11,9	30,6	31,4	0,5	1,4	38,6
Transports et télécommunication	50,5	14,1	41,4	16,9	6,8	16,1
<i>DONT Télécommunication</i>	Nd	29,6	42,1	nd	11,5	45,0
Activités financières	39,9	69,7	69,9	61,5	67,7	96,5
Immobilier et services aux entreprises	43,7	34,9	55,1	5,2	7,6	12,5
Autres	11,5	18,8	61,5	9,8	4,2	2,0

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007

En termes relatives, les entreprises de la branche « activités financières » se sont encore démarquées, comme en 2006, des autres par leur taux de VA élevé de 69,9% et une forte augmentation de productivité apparente qui est passée de 67,7 millions d'ariary en 2006 à 96,5 million d'ariary en 2007. La situation des entreprises de construction et de BTP mérite également d'être soulignée. Cette branche a enregistré en même temps de fortes hausses de taux de VA et de productivité apparente, hausses qui ont presque atteint le double des résultats observés antérieurement.

Chapitre II : Les Investissements Etrangers

L'analyse des investissements étrangers à Madagascar sera au centre de ce chapitre et sera axée essentiellement sur les flux. Il est à noter que les IDE comprennent les Investissements Directs Etrangers (IDE), les Investissements de PorteFeuille (IPF) et les autres investissements au niveau des Sociétés et Quasi Sociétés exerçant à Madagascar. Pour cette édition, l'étude sera axée sur l'évolution des investissements étrangers en 2007 et les chiffres provisoires de l'année 2008.

Tableau 7 : Les flux des capitaux étrangers reçus par les entreprises en 2007.

Unité : Milliards MGA

Type d'investissement	Valeur	%
IDE	1 456,86	93,73
IPF	3,78	0,24
Autre investissement	93,70	6,03
TOTAL	1 554,34	100,00

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007/2008

En 2007, les capitaux étrangers reçus par les entreprises exerçant à Madagascar se sont chiffrés à 1 554 milliards d'Ariary, soit 11,2% du PIB nominal. Par type d'investissement, les IDE ont prédominé avec une part avoisinant les 94% de la totalité des capitaux reçus par les entreprises.

2.1. Les flux d'IDE en 2007

La tendance observée depuis l'année 2006, où on avait assisté à une explosion très importante des IDE, s'est confirmée en 2007. Le niveau des IDE a respectivement atteint 5,3% et 10,5% du PIB nominal en 2006 et 2007. Le tableau suivant donne un aperçu de l'évolution des IDE durant les 6 dernières années.

Tableau 8 : L'évolution des flux d'IDE de 2002 à 2007.

Type d'investissement	2002	2003	2004	2005	2006	2007
IDE (milliards MGA)	83,5	118,2	177,9	172,3	630,3	1 456,9
IDE (en % du PIB)	1,4	1,7	2,2	1,7	5,3	10,5

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007/2008

En 2007, les flux d'IDE se sont chiffrés à 1 456 milliards d'Ariary, soit un accroissement de 131% par rapport à la réalisation de 2006.

Les entreprises qui ont fortement contribué à cette évolution sont les entreprises de type juridique « SA » et exerçant sous le « Régime Commun ». En termes de flux d'IDE, les « SA » ont réalisé les 86,9% et les entreprises du « Régime commun » 99,43%.

Tableau 9 : Les flux d'IDE de 2007 par régime fiscal et par forme juridique

		Unité : Milliards MGA	
		Valeur	En%
Régime fiscal	Régime commun	1 448,54	99,43
	Entreprises franches	8,32	0,57
Forme juridique	SA	1 266,93	86,96
	SARL	185,21	12,71
	SAU	0,03	0,00
	EURL	2,03	0,14
	Autres	2,65	0,18

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007/2008

2.1.1. Composition des flux d'IDE

Les flux d'IDE sont constitués par l'ensemble de toutes les transactions entre une entreprise et son investisseur direct⁴. Ces capitaux d'IDE sont ventilés en :i) « capital », ii) « bénéfiques réinvestis », et iii) « autres transactions ». Les « autres transactions » sont des emprunts ou subventions accordés par l'investisseur direct à l'entreprise, y figurent également les « apports en compte courant ». En 2007, le pays a connu une énorme rentrée d'IDE sous forme d' « apports en compte courant », représentant ainsi 81% de l'ensemble des flux d'IDE.

Tableau 10 : Les flux d'IDE par type de capitaux de 2002 à 2007.

	Unité : Milliards MGA					
Rubrique	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Capital	29,4	16,4	34,4	47,6	43,6	98,0
Bénéfices réinvestis	19,4	-7,4	25,3	58,8	105,5	33,1
Autres transactions	34,7	109,2	118,2	65,9	481,2	1 325,8
Emprunts à plus de un an	0,1	77,4	30	46	5,2	109,4
Emprunts à moins de un an	0	0	54,4	5,1	1,5	6,3
Apports en compte courant	34,6	31,8	33,8	14,8	467,9	1 191,3
Crédits commerciaux					6,6	18,8
FLUX IDE	83,5	118,2	177,9	172,3	630,3	1 456,9

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007/2008

⁴ Un actionnaire non résident qui détient au moins 10% du capital ou du droit de vote de l'entreprise.

Mise à part les « apports en compte courant », le poste « apports en capital » a également observé une forte augmentation en 2007, par rapport aux autres années. Entre 2006 et 2007, ce poste a connu un accroissement de 124%. Les entreprises qui ont le plus bénéficié de ces apports en capital sont les « filiales » (66%) et les « entreprises affiliées » (34%). Selon le type de l'entreprise, les filiales ont reçu les 68% des flux d'IDE, viennent ensuite les entreprises affiliées (20%) et les succursales (12%).

Tableau 11 : Les flux d'IDE de 2007 selon le type de l'entreprise.

Unité : Milliards MGA

Type	Capital	Bénéfice réinvesti	Autres capitaux	TOTAL
Entreprise affiliée	33,35	-7,49	264,57	290,43
Filiale	64,55	32,82	897,08	994,45
Succursale	0,09	7,74	164,16	171,98

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007/2008

2.1.2. Les branches d'intervention des investisseurs directs

Madagascar a connu ces dernières années un bouleversement au niveau de la structure de l'économie. Des grands investissements dans le secteur minier ont été enregistrés. Le secteur des « Activités extractives » a bénéficié un flux d'IDE équivalent à 886 milliards d'Ariary en 2007, représentant 61% des flux d'IDE de l'année. Le secteur de la « Télécommunication » n'a pas été en reste. Sur la période, les entreprises de ce secteur ont bénéficié près de 25% de la totalité des flux d'IDE..

Tableau 12 : Les flux d'IDE par branches d'activités.

Unité : Milliards MGA

Branche d'activité	2006	2007
Activité extractive	442,1	886,2
Télécommunication	5,7	359,2
Construction et BTP	1,1	108,8
Activités financières	76,7	39,9
Distribution de produits pétroliers	18,2	22,5
Activité de fabrication	39,6	12,8
Commerce et réparation de véhicules	16,2	10,1
Pêche, pisciculture, aquaculture	7,7	6,7
Immobilier, location et services aux entreprises	4	2,8
Transport et auxiliaires de transport	18,8	2,0
Hôtel et restaurant	-0,3	0,7
Production et distribution d'électricité; d'eau et de gaz	0,3	0,4
Autres branches	0,2	4,8
Total	630,3	1 456,9

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007/2008

En terme de distribution, sept branches d'activités ont enregistré un niveau de flux d'IDE supérieur à 10 milliards d'Ariary, dont seulement trois ont dépassé la barre des 100 milliards d'Ariary de flux d'IDE reçus.

2.1.3. Les origines des flux des capitaux d'IDE

En 2007, trois pays, à savoir le Canada, la France et l'Ile Maurice se sont distingués du lot. Les transactions avec ces trois pays ont représenté 83% de la totalité des IDE. Le tableau suivant donne la structure des flux d'IDE par pays.

Tableau 13 : Les flux d'IDE par pays d'investisseurs.

	Unité : Milliards MGA	
<i>Pays investisseurs directs</i>	2006	2007
Canada	270,7	668,6
France	52,7	305,5
Maurice	48	236,7
Corée	8,8	78,9
Japon	8,9	77,9
Etats-Unis d'Amérique	158,3	65,7
Chine	6,2	4,8
Royaume-Uni	20,8	4,7
Afrique du sud	1,8	4,2
Luxembourg	8,7	4,0
Réunion	29,6	0,7
Sri Lanka	2,8	0,2
Inde	9,2	0,2
Suisse	4,2	-1,0
Autres pays	-0,3	5,8
Total	630,4	1456,9

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007/2008

Par ailleurs, six pays ont dépassé la barre des 50 milliards d'Ariary d'investissements en 2007, essentiellement dans le secteur minier et la télécommunication.

Le Canada a utilisé 99% de ses investissements dans les « activités extractives ». Les investisseurs Français se sont concentrés dans trois branches : la « Télécommunication » (54%), la « Construction et BTP » (36%) et les « Activités financières » (7%). En ce qui concerne les investisseurs Mauriciens, 81% de leurs investissements ont été utilisés dans la « Télécommunication » et le reste a été investi dans la distribution pétrolière (10%), le secteur industriel (4%) et les activités financières (4%).

2.2. Les dividendes payés en 2007

Ce paragraphe traitera la distribution des dividendes aux actionnaires, analysée à travers deux tableaux : i) l'analyse selon la branche et ii) l'analyse selon la résidence des actionnaires bénéficiaires.

Les chiffres ont été obtenus à partir de la déclaration reçue des entreprises par le biais de l'enquête. Aucun traitement des non réponses n'a été effectué car la décision du partage de bénéfice revient essentiellement aux membres du Conseil d'Administration des sociétés et est donc reliée aux politiques de développement propre de chaque entreprise.

Tableau 14 : Dividendes distribués aux actionnaires non résidents par branche en 2007.

	Unité : Millions MGA	
Branche	Valeur	En %
Activités de fabrication	9 357	12,69
Construction et BTP	11 449	15,53
Commerce	15 932	21,61
Transport et auxiliaires de transport	134	0,18
Activités financières	31 956	43,35
Immobilier, location et services aux entreprises	900	1,22
Distribution de produits pétroliers	3 981	5,40
TOTAL	73 708	100,00

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007/2008

En 2007, le niveau des dividendes distribués aux actionnaires non résidents a été de 73,7 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 12% des investissements directs étrangers réalisés en 2006. Par ordre d'importance, les branches « activités financières », « commerce », « construction et BTP », « activités de fabrication » et « distribution de produits pétroliers » ont respectivement reçu 43%, 22%, 16%, 13% et 5,4% des dividendes totaux.

Tableau 15 : Dividendes distribués selon la résidence des actionnaires en 2007.

	Unité : Millions MGA	
Pays	Valeur	En %
FRANCE	55 134	74,80
MAURICE	12 623	17,13
REUNION	2 500	3,39
ETATS-UNIS	2 058	2,79
PAYS-BAS	968	1,31
AFRIQUE DU SUD	250	0,34
SRI LANKA	109	0,15
PHILIPPINES	33	0,04
Autres Non Résidents	33	0,04
TOTAL	73 708	100,00

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007/2008

L'analyse par pays de résidence des actionnaires bénéficiaires a fait ressortir que les actionnaires de nationalité Française et Mauricienne ont bénéficié de presque 92% des dividendes distribués.

2.3. Prévision des flux d'IDE en 2008

La prévision des flux d'IDE pour l'année 2008 est basée sur deux différentes sources : i) la déclaration des entreprises obtenue à partir du questionnaire d'enquête, et ii) le fichier des établissements de l'INSTAT sur la création des entreprises de janvier 2008 à juin 2008.

Tableau 16 : Prévision du flux d'IDE par branche en 2008

Unité : Millions MGA

Branches	Prévision 2008		Prévision 2008	
	2008S1	2008S2	Valeur	En %
Agriculture, pêche et élevage	2 518,0	3 215,5	5 733,5	0,2
Activités extractives	963 531,3	509 512,9	1 473 044,1	58,4
Activités de fabrication dont agribusiness	42 164,1	46 089,6	88 253,7	3,5
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	117 160,1	184 095,1	301 255,3	11,9
Construction et BTP	17 813,0	22 747,3	40 560,2	1,6
Commerce	12 349,7	15 770,6	28 120,3	1,1
Hôtels et restaurants	38,1	48,6	86,7	0,0
Transport et auxiliaires de transport	-526,1	-671,8	-1 197,9	0,0
Activités financières	31 786,4	40 591,5	72 377,9	2,9
Immobilier, location et services aux entreprises	1 466,3	1 872,5	3 338,8	0,1
Distribution de produits pétroliers	7 362,6	9 402,1	16 764,7	0,7
Télécommunication	207 495,8	225 849,7	433 345,5	17,2
Autres	10 695,8	50 480,1	61 175,8	2,4
TOTAL	1 413 855,1	1 109 003,6	2 522 858,6	100,0

Source: Enquête IDE/IPF- INSTAT/BCM- 2007/2008

En 2008, selon les estimations, les flux d'IDE atteindraient un niveau de 2 522 milliards d'Ariary, ce qui représenterait 171% des réalisations de 2007. La branche « activités extractives » recevrait 58% de la totalité des flux, la « télécommunication » : 17%, et la « production et distribution de gaz et d'eau » 11%. L'émergence de cette branche viendrait du fait de l'implantation d'une importante entreprise œuvrant dans le secteur de l'énergie pour cette année 2008.

Chapitre III : La production Industrielle des entreprises à capitaux étrangers

Le présent chapitre reporte les résultats de l'enquête relative à la production et à l'évolution de l'Indice de Production Industrielle (IPI), et l'analyse se fera sur la structure du secteur industriel par division (Code CITI révision 3) et par nomenclature de synthèse, suivie des caractéristiques de l'indice de production industrielle.

3.1. Répartition des entreprises

Au 1^{er} semestre 2007, 378 entreprises industrielles à capitaux étrangers ont été recensées dont : 11 entreprises d'investissements de porte feuille (IPF), 98 entreprises affiliées, 214 filiales et 55 succursales. Le tableau ci-dessous donne leur répartition à la fin dudit semestre.

Tableau 16 : Répartition des entreprises industrielles par division et par type d'entreprise IDE au 1er semestre 2007

CITI Rev.3	Libellés	Ensemble	Entreprise			
			IPF	affiliée	Filiale	Succursale
13	Extraction des minerais métallique-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
14	Autres activités extractives	0,8%	0,0%	3,1%	0,0%	0,8%
15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	8,6%	0,0%	13,2%	9,1%	8,6%
16	Fabrication de produits à base de tabac	8,1%	29,0%	15,9%	5,6%	8,1%
17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	46,4%	0,0%	5,8%	68,9%	46,4%
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	1,1%	0,0%	1,0%	1,4%	1,1%
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles) Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	2,4%	17,8%	6,1%	0,5%	2,4%
21	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
22	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	1,3%	35,5%	0,0%	0,5%	1,3%
23	Gras	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
24	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	9,1%	0,0%	1,0%	9,0%	9,1%
25	Fabrication de produits minéraux non métalliques Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	4,0%	0,0%	12,3%	1,4%	4,0%
26	Autres machines et matériels	0,3%	0,0%	0,0%	0,5%	0,3%
28	Fabrication de machines et Appareils électriques nca	4,9%	0,0%	0,0%	0,0%	4,9%
29	Autres machines et matériels	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
31	Fabrication de machines et Appareils électriques nca	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
33	Biens d'équipements électriques et électroniques	0,0%	0,0%	0,0%	0,5%	0,3%
35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	Ensemble	12,9%	17,8%	41,8%	2,8%	12,9%
		100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2008

D'une manière générale, 46,4% des entreprises industrielles à capitaux étrangers se sont spécialisées dans la division « Fabrication de textiles et d'articles d'habillements ».

Selon le type de l'entreprise, plus de 35% des entreprises des investissements de portefeuille se sont concentrées dans la division « Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés », presque 42% des entreprises affiliées dans la division « Fabrication de meubles, activités de fabrication nca », enfin, la plupart des filiales (69%) et succursales (46%) se sont également spécialisées dans la division « Fabrication de textiles et d'articles d'habillements ».

Dans l'ensemble, les quatre principales divisions autour desquelles ont été orientées les activités des entreprises manufacturières à capitaux étrangers à Madagascar sont : (i) « Fabrication de textiles et d'articles d'habillements » (46,4%) ; (ii) « Fabrication de meubles et autres activités de fabrication » (12,9%) ; (iii) « Fabrication de produits pharmaceutiques – corps gras » (9,1%) et (iv) « Fabrication des produits alimentaires et de boissons » (8,9%).

3.2. Volume de la production industrielle

3.2.1. Volume de la production industrielle par division

Au premier semestre 2007, le volume de la production industrielle des entreprises à capitaux étrangers a été de 142,9 milliards d'Ariary.

Tableau 17 : Volume de la production industrielle des entreprises IDE

Type d'Entreprise IDE	Unité : Milliards Ariary			
	Ensemble 2006	Ensemble 2006(En %)	Ensemble 1 ^{er} semestre 2007	Ensemble 1 ^{er} semestre 2007 (En%)
Entreprise IPF	0	0,0%	18,2	12,7%
Entreprise affiliée	14,8	5,1%	8,4	5,9%
Filiale	256,5	89,0%	100,8	70,5%
Succursale	17	5,9%	15,5	10,8%
Ensemble	288,3	100,0%	142,9	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2008

Les filiales ont un poids considérable si l'on tient compte de leur apport dans le volume total de la production industrielle des entreprises à capitaux étrangers à Madagascar. En effet, leur seule contribution a atteint les 70,5%, contre 12,7% pour les entreprises des investissements de portefeuille, 10,8% pour les succursales et 5,9% pour les entreprises affiliées. Le volume de la production a été essentiellement réparti entre : (i) la division « fabrication de produits à base de tabac » (33,2%), (ii) la division « fabrication de produits alimentaires et de boisson » (30,5%), et (iii) la division « Fabrication de textiles et articles d'habillements »

(24,7%). Ces divisions ont englobé, à elles seules, 88,4% du volume de la production des entreprises industrielles à capitaux étrangers.

Tableau 18 : Répartition du volume de la production industrielle par division et par type d'entreprise IDE au 1^{er} semestre 2007 (En pourcentage)

CITI	Rev.3	Libellés	Entreprise				
			Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
	13	Extraction des minerais métalliques-	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	14	Autres activités extractives	3,1%	0,0%	52,4%	0,0%	0,0%
	15	Fabrication de produits alimentaires et de boissons	30,5%	0,0%	12,7%	42,1%	0,0%
	16	Fabrication de produits à base de tabac	33,2%	99,6%	0,0%	29,2%	0,0%
	17-18	Fabrication de textiles et articles d'habillements	24,7%	0,0%	22,8%	24,7%	55,1%
	19	Industrie des Cuirs et Chaussures	0,2%	0,0%	2,7%	0,0%	0,0%
	20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,1%	0,4%	0,2%	0,0%	0,0%
	21	Fabrication de papier, de carton et d'articles en papier et carton	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
	23	Cokéfaction, Production de produits pétroliers raffinés	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	2,3%	0,0%	0,0%	3,1%	1,2%
	25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,4%	0,0%	7,0%	0,0%	0,0%
	26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	4,8%	0,0%	0,0%	0,0%	43,8%
	29	Autres machines et matériels	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	31	Fabrication de machines et Appareils électriques nca	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	33	Biens d'équipements électriques et électroniques	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	35	Fabrication d'autres matériels de transport	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
	36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	0,7%	0,0%	2,3%	0,8%	0,0%
		Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2008

La structure du volume de la production industrielle diffère selon l'apport de l'investisseur non résident dans le capital de l'entreprise. Pour les entreprises IPF, presque la totalité de la production (99,6%) est issue de la division « fabrication de produits à base de tabacs ». La production des entreprises affiliées a été concentrée sur trois types de produits : « autres activités extractives » (52,4%), « fabrication de textiles et articles d'habillement » (22,7%) et « fabrication de produits alimentaires et de boissons » (12,6%). Pour les filiales, 42,1% de la

production totale de ce type d'entreprise provient de la division « fabrication de produits alimentaires et de boissons », 29,1% de la division « fabrication de produits à base de tabac », et 22,7% de la division « fabrication de textiles et d'articles d'habillement », et enfin, pour les succursales, les divisions « fabrication de textiles et d'articles d'habillement » et « fabrication d'ouvrages en métaux » ont respectivement accaparé 55,1% et 43,8% de la production globale.

3.2.2. Volume de la production industrielle par nomenclature de synthèse

A titre de rappel, le volume de la production industrielle a été de 142,9 milliards d'Ariary. Dans l'ensemble, suivant la nomenclature de synthèse, la division « Produits d'industries agricoles et alimentaires » a dégagé l'équivalent de 63,7% de la production totale, suivie par les divisions « Biens de consommation » et « Biens intermédiaires » avec respectivement 20,9% et 15,4%.

Tableau 19 : Répartition du volume de la production industrielle par type d'entreprise, selon la nomenclature de synthèse au 1^{er} semestre 2007

Code	Nomenclature de synthèse	Entreprise				
		Ensemble	IPF	Affiliée	Filiale	Succursale
	Volume de la production en milliards d'Ariary	142,9	18,2	8,4	100,8	15,5
EB	Produits d'industries agricoles et alimentaires	63,7%	99,6%	12,7%	71,3%	0,0%
EC	Biens de consommation	20,9%	0,0%	12,6%	23,2%	35,0%
C1	Habillement, cuir	20,1%	0,0%	10,3%	22,3%	34,8%
C2	Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,0%
C3	Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%
C4	Equipements du foyer	0,7%	0,0%	2,3%	0,8%	0,0%
EE	Biens d'équipement	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
EF	Biens intermédiaires	15,4%	0,4%	74,8%	5,5%	65,0%
F1	Produits minéraux	3,1%	0,0%	52,4%	0,0%	0,0%
F2	Produits d'industries textiles	4,8%	0,0%	15,2%	2,4%	20,3%
F3	Produits en bois, papier ou carton	0,1%	0,4%	0,2%	0,0%	0,0%
F4	Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	2,7%	0,0%	7,0%	3,1%	1,0%
F5	Métaux et produits métalliques	4,8%	0,0%	0,0%	0,0%	43,8%
	Ensemble	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2008

Les « Biens de consommation » regroupent : (i) « l'habillement, cuir », (ii) les « Produits de l'édition, imprimés ou reproduits », (iii) les « Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien », et (iv) les « Equipements du foyer ». D'après les résultats de l'enquête, le volume des produits au titre de « l'habillement, cuir » reste le plus élevé, et cela, quelque soit le type d'entreprise.

Pour les « Biens intermédiaires », on retrouve en premières positions, par ordre d'importance, la production de « Produits d'industries textiles », les « Métaux et produits métalliques », les « Produits minéraux », les « Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique » et les « Produits en bois, papier ou carton » représentant respectivement 4,7%, 4,7%, 3,1%, 2,7% et 0,1% de la production totale.

Si la structure du volume de la production industrielle est à peu près la même pour les entreprises d'IPF et les filiales (plus de 70% dans les « Produits d'industries agricoles et alimentaires »), les entreprises affiliées et les succursales ont concentré leur production dans les « biens intermédiaires ».

3.3. L'Indice de production industrielle (IPI)

3.3.1. L'Indice de production industrielle par division

L'industrie malgache est dynamisée par la fabrication de produits à base de tabac si l'on s'en tient à l'évolution de l'IPI en glissement semestriel du fait de son importance dans la structure de l'appareil productif en terme de valeur ajoutée. En effet, avec un taux de croissance de 57,8% au 1^{er} semestre 2007 par rapport à la même période en 2006, cet indicateur a permis d'accroître l'indice de production générale de 7,5%.

Tableau 20 : Evolution de l'indice de production industrielle (IPI) par division

Code		Pondération	1 ^{er} semestre	
CITI	Libellé		2006	2007
14	Autres activités extractives	0,00	100,0	100,0
15	Fabrication de produits alimentaires et boissons	0,10	100,0	80,5
16	Fabrication de produits à base de tabac	0,34	100,0	157,8
17	Fabrication de textiles	0,06	100,0	133,7
18	Fabrication d'articles d'habillements	0,41	100,0	78,2
19	Industrie des Cuirs et Chaussures	0,00	100,0	100,0
20	Industrie du Bois (sauf fabrication de meubles)	0,00	100,0	70,5
22	Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	0,00	100,0	171,6
24	Produits chimiques -Produits pharmaceutiques - Corps Gras	0,08	100,0	61,0
25	Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	0,01	100,0	80,7
26	Fabrication de produits minéraux non métalliques	0,01	100,0	100,0
28	Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	0,00	100,0	100,0
33	Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,00	100,0	100,0
36	Fabrication de meubles ; Activités de fabrication nca	0,01	100,0	100,0
IPI		1,00	100,0	107,5

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2008

Quelques activités comme « l'Édition, l'Imprimerie et la Reproduction de supports enregistrés » et la « Fabrication de textiles » se sont distinguées en 2007 avec respectivement un taux de croissance de 71,6% et 33,7%. Si d'autres activités ont laissé invariable leur niveau de production, certaines ont accusé un ralentissement telles les activités de fabrication de

produits chimiques, pharmaceutiques, corps gras, de l'industrie de bois, la fabrication d'articles d'habillement, de produits alimentaires et boissons et d'articles en caoutchouc et en plastique.

3.3.2. L'Indice de production industrielle par nomenclature de synthèse

L'évolution de l'IPI suivant la nomenclature de synthèse permet d'analyser la production par catégorie des biens produits : i) produits d'industries agricoles et alimentaires, ii) biens de consommation, (iii) biens d'équipement, et (iv) biens intermédiaires. Le tableau ci-dessous donne un aperçu de l'IPI sous cet angle.

Tableau 21 : Evolution de l'Indice de production industrielle (IPI) par nomenclature de synthèse

Nomenclature de synthèse	2006	1^{er} semestre 2007
Produits d'industries agricoles et alimentaires	100,0	140,2
Biens de consommation	100,0	75,9
Habillement, cuir	100,0	78,3
Produits de l'édition, imprimés ou reproduits	100,0	171,6
Produits pharmaceutiques, de parfumerie et d'entretien	100,0	61,0
Equipements du foyer	100,0	100,0
Biens d'équipement	100,0	100,0
Biens intermédiaires	100,0	92,6
Produits minéraux	100,0	100,0
Produits d'industries textiles	100,0	133,7
Produits en bois, papier ou carton	100,0	70,5
Produits chimiques, en caoutchouc ou en plastique	100,0	62,4
Métaux et produits métalliques	100,0	100,0
	IPI	107,5

Source : Enquête IDE/IPF-INSTAT/BCM-2008

Ainsi, on peut constater que l'accroissement du niveau général de production au cours du premier semestre 2007 a été tiré par la production des industries agricoles et alimentaires. La production d'autres types de biens est restée restreinte, voire en diminution comme le cas des biens de consommation (-24,1%) et des biens intermédiaires (-7,4%).

CONCLUSION

Les capitaux étrangers reçus par les entreprises exerçant à Madagascar se sont chiffrés à 1 554 milliards d'Ariary en 2007, représentant 11,2% du PIB nominal. Par type d'investissement, les IDE ont eu une part prépondérante avoisinant les 94% du total des capitaux reçus.

En terme de distribution des IDE, sept branches d'activités ont enregistré un niveau de flux d'IDE supérieur à 10 milliards d'Ariary dont seulement trois ont dépassé les 100 milliards d'Ariary d'investissements. Ces trois branches sont, dans l'ordre : les « activités extractives » (61%), la « télécommunication » (25%) et la « construction et BTP » (8%).

Les estimations pour l'année 2008 donneraient un niveau de flux d'IDE de 2 522 milliards d'Ariary, soit l'équivalent de 171% de la réalisation de 2007. La branche qui va en bénéficier le plus serait la branche des « activités extractives » qui recevrait 58% du total des flux. Viendraient ensuite les branches « télécommunication » et « production et distribution d'électricité de gaz et d'eau » qui réaliseraient respectivement 17% et 11% de la totalité des flux reçus.

Ces chiffres montrent un dynamisme des IDE entamé depuis l'année 2006.

L'année 2007 a été une année florissante en terme de réalisation de projets d'investissement. En effet, la création des entreprises d'investissements directs étrangers (EIDE) a connu une augmentation de 78,5% par rapport à la réalisation de 2006, en terme d'effectif. Le nombre d'EIDE créées en 2007 et en exercice au moment de l'enquête est de l'ordre de 50.

En 2007, le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises à investissement étranger a été de 3 311 milliards d'ariary contre 2 775 Milliards d'Ariary en 2006, soit une hausse de 19,3%. La valeur ajoutée créée sur la période a presque doublé par rapport à l'année 2006, soit 1 088 milliards d'ariary contre 565 milliards d'ariary en 2006, pour l'ensemble des entreprises à capitaux étrangers. Les investissements de ces entreprises ont permis la création de 65 612 emplois contre 53 297 en 2006, soit une hausse de 23,1%.

Annexes

Annexe 1 : Méthodologie d'enquête

I. Objectifs de l'enquête

L'objectif général vise à doter l'économie malgache de statistiques fiables et à jour sur les investissements étrangers. L'objectif spécifique du système d'enquête permanente est de mesurer le niveau des investissements étrangers au sein des entreprises résidentes à Madagascar provenant d'agents économiques non-résidents.

Ainsi, ces statistiques mesurent :

- Le stock des avoirs et engagements financiers étrangers,
- Le flux d'investissement résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau de ces avoirs et engagements,
- Le stock des capitaux détenus par des non-résidents et le flux net d'investissement, résultant de l'augmentation et de la diminution du niveau des avoirs et engagements.

II. Concepts et définitions

L'investissement international est composé de l'investissement direct étranger (IDE), de l'investissement de portefeuille (IPF) et des autres investissements.

- DEFINITION DE L'INVESTISSEMENT DIRECT AVEC L'ETRANGER

L'ensemble des ressources (apports au capital social ou bénéfiques réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est-à-dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

- DEFINITION DE LA RELATION D'INVESTISSEMENT DIRECT AVEC L'ETRANGER

Tout lien direct ou indirect entre un résident de Madagascar et une entreprise établie sur un territoire étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur du territoire du Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident - l'investisseur direct - d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise

concernée - l'entreprise d'investissement direct - et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une présomption de l'existence d'une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10% du capital ou 10% des droits de vote.

INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER (IDE)

L'IDE désigne « les investissements qu'une entité résidente d'une économie (l'investisseur direct) effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie (l'entreprise d'investissement direct). Par intérêt durable, on entend qu'il existe une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise. Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées, qu'elles soient ou non constituées en sociétés et donc dotées d'une personne morale distincte » (FMI)⁵.

Ainsi, les capitaux d'IDE sont composés de

- i) Capitaux fournis par l'investisseur direct (soit directement, soit par l'intermédiaire d'autres entreprises avec lesquelles il est lié) à l'entreprise, ou
- ii) Capitaux reçus de cette entreprise par l'investisseur.

Pour l'économie (Madagascar) où l'investissement est effectué, ces capitaux comprennent les apports de fonds directs de l'investisseur direct et ceux qui proviennent d'autres entreprises apparentées au même investisseur direct.

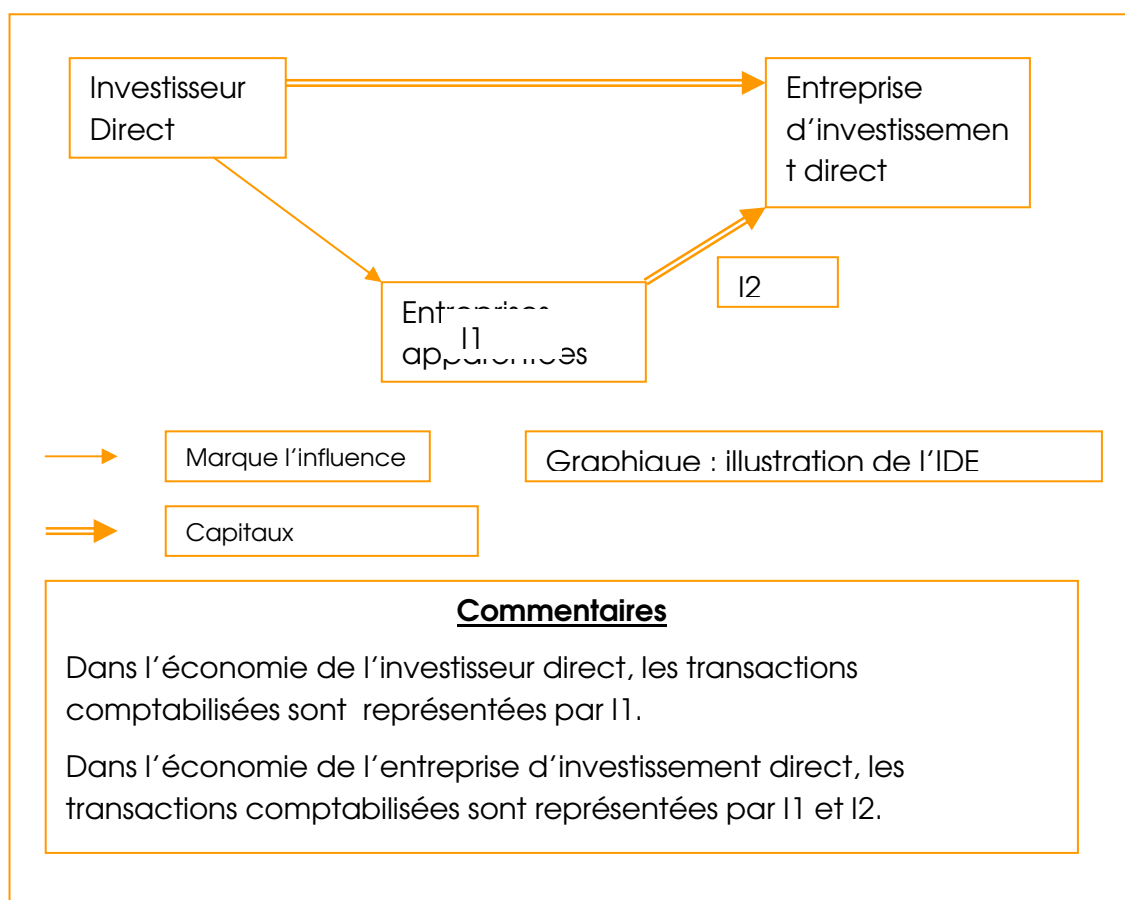
Pour l'économie de l'investisseur direct, ces capitaux comprennent uniquement les fonds fournis par l'investisseur résident ; ils ne comprennent pas les fonds reçus d'autres sources grâce à l'intervention de l'investisseur direct ou dont ce dernier garantit le remboursement (par exemple les prêts accordés par des tiers à une entreprise d'investissement direct constituée en société).

⁵ Fonds Monétaire International : Manuel de la Balance des Paiements – Cinquième édition 1993

L'IDE désigne l'ensemble des ressources (apports au capital social ou bénéfices réinvestis) que, à un moment donné, un investisseur direct laisse à la disposition d'entreprises apparentées, c'est à dire celles avec lesquelles il est en relation d'investissement direct.

La relation d'investissement direct avec l'étranger désigne tout lien direct entre un résident de Madagascar et une entreprise établie à l'étranger ou entre un non-résident établi à l'extérieur de Madagascar et une entreprise établie sur le territoire national qui permet à ce résident ou à ce non-résident investisseur direct, d'avoir une influence significative dans la gestion de l'entreprise concernée (entreprise d'investissement direct) et qui témoigne d'un intérêt durable de l'investisseur direct dans la dite entreprise.

Il y a une relation d'investissement direct lorsque l'investisseur direct détient au moins 10% du capital ou 10% des droits de vote.



Les transactions des capitaux d'investissement direct se décomposent-en :

i) Capital social : participation au capital des succursales, toutes les actions des filiales et des entreprises affiliées, sauf les actions privilégiées non participantes qui sont considérées comme des titres de créance,

ii) Bénéfices réinvestis : correspondent à la part qui revient à l'investisseur direct (au prorata de sa participation directe au capital) sur les bénéfices qui ne sont pas distribués sous forme de dividendes par les filiales ou par les entreprises affiliées, ainsi que les bénéfices des succursales qui ne sont pas versés à l'investisseur direct,

iii) Autres transactions d'investissement direct : ou encore transactions liées aux dettes interentreprises (entre les entreprises d'un même groupe), couvrent les emprunts et les prêts de ressources financières, y compris les titres d'emprunt, et les crédits-fournisseurs, entre des investisseurs directs et les filiales, succursales et entreprises apparentées, tels qu'ils ressortent des créances et des engagements interentreprises (compte à recevoir et à payer), respectivement. Cela inclut aussi bien les prêts des investisseurs directs aux filiales que les prêts des filiales aux investisseurs directs. Aucune distinction n'est établie ici entre les investissements à court et à long terme.

Entreprise d'investissement direct

L'entreprise d'investissement direct est une entreprise dans laquelle un investisseur direct qui est résident hors de Madagascar *détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote* (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non dotée d'une personnalité morale distincte).

Les entreprises d'investissement direct comprennent les entités qui sont identifiées en tant que :

i. Filiales : un investisseur non résident détient plus de 50% du capital ;

ii. Entreprises affiliées : un investisseur détient au maximum 50% du capital ;

iii. Succursales, filiales à 100% ou entreprises à participation n'ayant pas de personnalité morale distincte, appartenant directement ou indirectement à l'investisseur direct.

Investisseur direct

L'investisseur direct peut être une personne physique, une entreprise publique ou privée dotée ou non d'une personnalité morale distincte, un groupe de personnes physiques ou d'entreprises qui sont associées, un gouvernement ou un organisme officiel, une succession, un trust ou une autre structure analogue, qui possède une entreprise d'investissement direct dans une économie (Madagascar) autre que celle dont l'investisseur direct est résident. Les membres d'un groupe d'associés constitué par des personnes physiques ou des entreprises sont réputés, du fait que leur part globale du capital est égale à 10% ou plus, avoir sur la gestion de l'entreprise une influence analogue à celle d'un particulier ayant une participation du même ordre de grandeur.

Entreprises apparentées

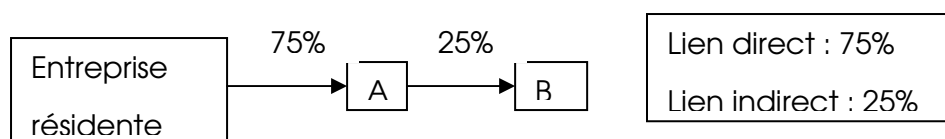
Il s'agit d'entreprises qui appartiennent à une même mère ou encore qui sont membres d'un même groupe multinational sans avoir nécessairement de liens de participation directs ou indirects entre elles.

Liens directs et indirects

On parle de lien direct lorsqu'un investisseur direct étranger détient directement une entreprise d'investissement direct.

On parle de lien indirect lorsqu'un investisseur direct étranger détient une filiale/société affiliée qui elle-même détient directement ou indirectement une entreprise d'investissement direct.

Exemple :



INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE (IPF)

Les IPF comprennent, outre les titres de participation et les titres d'emprunt sous forme d'obligations et autres titres d'emprunt, les instruments du marché monétaire, ainsi que les produits financiers dérivés tels que les options. En sont exclus tous les instruments précités qui figurent aux rubriques investissements directs et avoirs de réserve.

Les principaux éléments des IPF, dans les avoirs comme dans les engagements, sont les titres de participation et les titres de créance, qui sont les uns et les autres négociés (ou négociables) sur des marchés financiers organisés et sur d'autres marchés de capitaux.

Les titres de participation sont tous les instruments et documents reconnaissant à leur porteur des droits sur la valeur résiduelle des actifs des entreprises constituées en sociétés, après règlement de tous les créanciers, en cas de liquidation de la société.

Les titres de créance comprennent i) les obligations, les autres titres d'endettement,..., ii) les instruments émis sur le marché monétaire ou les titres de créance négociables et iii) les produits financiers dérivés ou instruments secondaires, tels que les options, qui normalement n'atteignent pas le stade de la livraison effective et sont utilisés à des fins multiples : couverture des risques, placement ou commerce.

AUTRES INVESTISSEMENTS

Il s'agit des opérations sur actifs et passifs financiers d'une économie qui ne figurent ni dans la rubrique « Investissement directs » ni dans celle « Investissement de portefeuille ».

Les autres investissements sont répertoriés d'abord par instrument et ensuite par secteur. Pour cette enquête, il s'agit d'une évaluation des autres investissements faits par les secteurs autres que banques. Ces autres investissements concernent donc :

- i) Les crédits commerciaux entre entreprises résidentes et non résidentes : recouvrent les créances et engagements créés du fait du crédit accordé directement par les fournisseurs et par les acheteurs pour les transactions portant sur des biens et services ;
- ii) Les prêts et emprunts entre entreprises résidentes et non résidentes : comprennent les avoirs financiers créés par l'action d'un créancier (le prêteur) qui prête directement des ressources à un débiteur (l'emprunteur) ;
- iii) Les placements auprès des établissements financiers non résidents ;
- iv) Les autres avoirs et autres engagements : couvrent tous les éléments autres que les prêts, les crédits commerciaux et les placements. Par exemple les souscriptions au capital des organisations internationales non monétaires figurent sous cette rubrique, tout comme divers produits à recevoir et charges à payer.

STOCKS ET FLUX D'INVESTISSEMENT

Le stock d'investissement est la situation ou le montant des investissements faits par une unité de production à une date donnée T.

Le flux d'investissement est les mouvements, les modifications de la valeur des investissements faits par une unité de production durant une période donnée (t_0 et t_1).

III. Couverture de l'enquête

L'enquête porte globalement sur chaque relation d'investissement direct liant une entreprise d'investissement direct et un non-résident.

Elle consiste à collecter les données des différentes composantes constitutives des investissements étrangers.

Elle permet également la collecte des informations complémentaires relatives à l'activité, le chiffre d'affaires, la valeur ajoutée et l'effectif du personnel, de manière à mieux circonscrire le « comportement » de l'entreprise d'investissement direct.

IV. Champ de l'enquête

Le champ de l'enquête est défini principalement par la prise de participation des étrangers au niveau du capital social des entreprises. Toutes les entreprises organisées sont retenues dans le champ de cette enquête.

Ensuite, un traitement a posteriori de la phase de collecte a été effectué pour identifier les entreprises ayant répondu aux critères d'éligibilité d'entreprise d'investissement étranger.

Ainsi, cette enquête concerne les grandes entreprises formelles, c'est-à-dire celles qui ont des numéros statistique et d'identification fiscale (NIF) à Madagascar. Elle porte sur toutes les entreprises éligibles de tous les secteurs (primaire, secondaire et tertiaire) et couvre les 12 branches d'activités suivantes :

- Agriculture, chasse et sylviculture,
- Pêche,
- Industries extractives,
- Activités de fabrication,
- Production et distribution d'électricité, d'eau et de gaz,
- Construction,
- Commerce,
- Hôtels et restaurants,
- Transports, entreposage et communications,
- Intermédiation financière,
- Immobilier, location et activités de service aux entreprises,
- Autres Branches.

N.B. : La collecte des données sur les institutions financières (notamment les banques primaires) portant sur le stock de capital social et les bénéfices réinvestis a été effectuée par la Banque Centrale. En ce qui concerne les entreprises qui ont refusé de répondre aux questionnaires, l'INSTAT a utilisé certaines données issues du fichier du Répertoire National des Etablissements et celles des comptes nationaux. La compilation et le traitement des informations ont été réalisés par l'INSTAT.

V. Unité Statistique

L'unité statistique considérée par l'enquête est « l'Entreprise », et non les établissements pour les raisons suivantes : i) la comptabilité des établissements est consolidée au niveau des entreprises ; ii) les décisions d'investissement sont prises au niveau de l'entreprise ; iii) et donc les réponses aux questions relèvent de la compétence des chefs d'entreprise.

VI. Couverture Géographique

L'enquête s'adresse à toutes les entreprises éligibles sur l'ensemble du pays afin d'assurer une meilleure évaluation des IDE et des IPF au niveau national.

Annexe 2 : Méthode de calcul de l'Indice de Production Industrielle (IPI)

I.1.1 VARIABLES DE CALCUL

t : désigne la période courante de calcul de l'indice. $t = 0$ la période de référence des données annuelles collectées lors de l'enquête de base,

e : désigne une entreprise,

c : désigne un poste de la nomenclature CITI4 à 4 positions (activité)

b : désigne un poste de la nomenclature CITI2 à 2 positions (branche)

a : désigne un article

Q : désigne les quantités produites

P : le prix unitaire

$V=QP$: la valeur des quantités vendues

Tx_e : représente le taux d'extrapolation de l'entreprise e représentant son poids dans le niveau c (et éventuellement corrigé manuellement pour tenir compte des défauts de l'échantillonnage).

I.1.2 DONNEES INITIALEMENT REQUISES

$P_{0,b,c,a,e}$: prix d'un article a du niveau c CITI4 pratiqué par l'entreprise e à l'année de base 0

$Q_{0,b,c,a,e}$: quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e à l'année de base 0

$V_{0,b,c,a,e}$: valeur d'un article a du niveau c CITI4 produite dans l'entreprise e à l'année de base 0

$Q_{t,b,c,a,e}$: quantité d'un article a du niveau c CITI4 produite par l'entreprise e durant la période courante t

$\omega_{0,b,c} = V_{0,b,c} / \Sigma(V_{0b,,c})$ pondération des indices élémentaires pour agréger les postes CITI4 en CITI2

$W_{0,b} = VA_{0,b} / \Sigma(VA_{0,b})$ structure valeur ajoutée des branches en 2000 servant de pondération pour agréger les indices CITI2 en IPI.

I.1.3 PROCEDURE DE CALCUL

a)- 1^{er} niveau d'agrégation par entreprise échantillon au niveau du poste de la nomenclature CITI4.

$V_{0,c,e} = 1/4 * \Sigma(V_{0,c,a,e} = Q_{0,c,a,e} * P_{0,c,a,e})$ des articles a au niveau c de CITI4 de l'entreprise e à l'année de base 0

$V_{t,c,e} = \Sigma(Q_{t,c,a,e} * P_{0,c,a,e})$ production en volume de l'entreprise e pour c à t au prix de l'année de base t

b)- 2^{ème} niveau d'agrégation au niveau du poste de la nomenclature CITI4

$V_{0,c} = \Sigma(V_{0,c,e} * tx_e)$ extrapolées des articles du niveau c de CITI4 des entreprises e à l'année de base 0

$V_{t,c} = \Sigma(V_{t,c,e} * tx_e)$ extrapolées des articles du niveau c de CITI4 des entreprises e à la période courante t

c)- Calcul de l'indice élémentaire au niveau CITI4 et agrégation en CITI2

$$I_{t,act} = I_{t,c} = (V_{t,c} / V_{0,c}) * 100$$

$$I_{t,br} = \Sigma (I_{t,c} * \omega_{0,c}) = \Sigma ((V_{t,c} / V_{0,c} * \omega_{0,c}) * 100)$$

d)- Calcul de l'indice général synthétique IPI des indices de niveau CITI2

$$\boxed{IPI = \Sigma (I_{t,br} * W_{0,b})}$$